

les investissements dans d'autres pays étrangers, en Amérique latine surtout, s'élèvent à 214 millions; ils atteignent 100 millions au Royaume-Uni et 90 millions dans les autres pays du Commonwealth. Ces chiffres ne comprennent pas les placements à l'étranger des compagnies d'assurance et des banques canadiennes, non plus que l'avoir officiel déjà mentionné ni certains montants peu élevés de placements divers difficiles à évaluer.

### Section 3.— Bénéfices des sociétés et revenu des actionnaires

La présente estimation des profits des sociétés embrasse toutes les sociétés canadiennes. Les chiffres de 1944-1948 se fondent sur les rapports intitulés *Statistique des impôts*, publiés par la Division de l'impôt, ministère du Revenu national; les estimations des années antérieures à 1944 reposent sur les données relatives aux perceptions et aux taux d'impôt fournies par le ministère du Revenu national.

Le montant des bénéfices est donné tel qu'il est avant et après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur les excédents de bénéfices afin de faire ressortir l'importance du taux de l'impôt dans le calcul des bénéfices que les sociétés peuvent affecter aux dividendes et au surplus. L'impôt sur le revenu, qui était de 15 p. 100 en 1939, est passé à 18 p. 100 en 1940 et à 30 p. 100 en 1947; à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1949, le taux d'impôt sur les premiers \$10,000 de bénéfices est de 18 p. 100 et pour tous les bénéfices dépassant \$10,000, il est de 33 p. 100. De 1940 à 1947, les sociétés versaient également une taxe sur les excédents de bénéfices dont le détail est donné dans l'*Annuaire* de 1950.

Les bénéfices des sociétés, avant versement des taxes et des dividendes, atteignent leur maximum de temps de guerre en 1942, fléchissent en 1943 et 1944, puis s'élèvent en 1948 à un sommet sans précédent de 1,969 millions. L'estimation de 1949, 1,914 millions, est inférieure au sommet atteint en 1948 mais l'emporte beaucoup sur toute autre année. De 1939 à 1948, l'augmentation est de 219 p. 100, alors que le fléchissement de 1948 à 1949 est de 3 p. 100.

Les perceptions bondissent de 18 p. 100 des bénéfices en 1939 à 40 p. 100 en 1940. Elles oscillent entre 40 et 50 p. 100 jusqu'en 1948 pour tomber alors à 36 p. 100 et descendre à 35 p. 100 en 1949. Déduction faite des impôts, les bénéfices augmentent de 506 millions en 1939 à 1,241 millions en 1949, soit un gain de 145 p. 100. Ces chiffres ne comprennent pas la partie remboursable de la taxe sur les surplus de bénéfices.

Les dividendes versés aux actionnaires, assez stables de 1939 à 1945, accusent une augmentation sensible de 1946 à 1949. A remarquer que le chiffre des dividendes ne comprend pas ceux qui sont versés à des sociétés canadiennes, puisque les dividendes que les sociétés se versent l'une à l'autre s'annulent en ce qui concerne l'ensemble des sociétés. Les bénéfices non distribués, c'est-à-dire ceux qui restent après versement des taxes et des dividendes, se chiffrent en 1949 par 625 millions, soit une diminution de 91 millions sur le total de 1948 (716 millions). La diminution provient d'un fléchissement de 18 millions des bénéfices, impôts acquittés, et d'une augmentation de 73 millions des dividendes et de dons aux œuvres de charité. Les forts excédents des dernières années ajoutés à l'augmentation des réserves pour dépréciation ont mis les sociétés en mesure de renouveler et d'agrandir leurs installations et de se constituer des stocks.